



1^{er} mai 2017

DISCOURS DE JEAN-CLAUDE MAILLY, secrétaire général Force Ouvrière

Mes Cher(e)s camarades,

Le 1^{er} mai 2017 se situe, comme ce fut déjà le cas, entre les deux tours de l'élection présidentielle et avant les élections législatives du mois de juin.

Raison de plus pour réaffirmer publiquement et nettement nos positions et revendications.

Rappelons d'abord – et c'est important – que le 1^{er} mai n'est pas, contrairement à ce qu'on entend trop souvent, la fête pétainiste du travail. C'est une journée de solidarité internationale au cours de laquelle les travailleurs expriment leurs revendications.

De ce point de vue le 1^{er} mai 2017 ne doit pas déroger à nos attaches internationalistes.

Aujourd'hui, dans beaucoup trop de pays la liberté d'association comme la liberté de négociation ne sont pas respectées.

Aujourd'hui encore, y compris dans des pays démocratiques, les libertés syndicales sont menacées, les droits des salariés sont remis en cause, le social au sens large devenant la seule variable d'ajustement.

Depuis des années la France n'y échappe pas. Entre la position commune et la loi sur la représentativité qui ont restreint le choix, par les adhérents, de leur délégué syndical, le chômage, la précarité et les inégalités qui se sont développés, les droits à la retraite qui ont été amputés, le pouvoir d'achat qui a diminué, le service public républicain qui a été rabougri, les conditions de travail qui se sont dégradées, les attaques n'ont guère cessé.

Il est de notre rôle de syndicat libre et indépendant de porter les attentes des salariés, d'exiger par la négociation si possible, par l'action si nécessaire, qu'il en soit tenu compte et que le gouvernement comme le patronat y répondent.

Cela suppose, cela impose des changements d'orientation en matière de politique économique et sociale au plan européen comme national. Cela concerne notamment la fiscalité ou l'industrie.

Européens nous sommes, mais pour une Europe porteuse de progrès et de justice sociale. Ce qui nécessite de réviser les traités européens rejetés aujourd'hui par la quasi-totalité des syndicats européens qui réclament par exemple, dans tous les pays, des augmentations générales de salaire.

Au plan international nous devons exiger la mise en place de ce que nous appelons les chaînes d'approvisionnement qui rendent les entreprises donneurs d'ordre responsables de ce qui passe chez leurs sous-traitants.

Mes cher(e)s camarades, l'élection présidentielle ne nous fait pas oublier nos positions et revendications. Nous continuons ainsi à réclamer l'abrogation de la loi travail qui, pour le temps de travail, a inversé la hiérarchie des normes.

Cela est d'autant plus nécessaire que la porte entrouverte l'an dernier risque d'être complètement ouverte prochainement sur les autres aspects du droit du travail. De même, nous devons militer pour la préservation des régimes de protection sociale collective pour lesquels très prochainement FORCE OUVRIERE publiera ses analyses, positions et propositions.

Cette élection présidentielle revêt un caractère quelque peu inédit : échec des deux grands partis politiques habitués à l'alternance, renoncement d'un président à se représenter en sont deux des éléments.

A FORCE OUVRIERE nous avons de la suite dans les idées et de la cohérence. Cela fait plusieurs années que nous expliquons que l'austérité (d'où qu'elle vienne, politique, patronale ou syndicale) est trois fois suicidaire : socialement, économiquement et démocratiquement.

15 ans après le 21 avril 2002 les leçons n'ont pas encore été tirées. Et il est quelque peu irresponsable de crier au loup tous les cinq ans sans prendre les dispositions économiques, sociales et institutionnelles à même de faire refluer ce que nous appelons le rejet de l'autre.

Tout comme il est irresponsable de chercher à culpabiliser celles et ceux pour qui les conditions de vie sont de plus en plus difficiles.

Lutter contre l'austérité est non seulement socialement et économique nécessaire, c'est de plus en plus une obligation démocratique.

En la matière, FORCE OUVRIERE n'a jamais failli au cours de sa longue histoire. Rappelons par exemple, que FORCE OUVRIERE tire son nom d'un mouvement de résistance pendant la dernière guerre mondiale qui s'appelait Résistance Ouvrière.

Par définition le syndicalisme rejette tout racisme, toute xénophobie, tout antisémitisme notamment véhiculés par l'extrême droite et qui sont étrangers à nos gènes, à notre histoire, à notre solidarité internationale.

En France nous avons toujours marqué notre attachement aux principes républicains de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité.

Mais nous ne sommes pas des directeurs de conscience, les militants ne décident pas à la place des adhérents, des travailleurs encore moins des citoyens. Nous militons pour l'émancipation, pas pour la soumission à des dogmes ou à des paroles considérées comme providentielles ou autorisées à penser à la place de tout un chacun.

C'est aussi pour ces raisons que tout en rappelant nos analyses, positions et revendications, nous ne donnons aucune consigne de vote à l'occasion des élections politiques.

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Cela s'appelle, mes cher(e)s camarades, la liberté et l'indépendance syndicale.

Comme le précisent nos statuts nous ne sommes pas indifférents à la forme de l'Etat et ne sommes pas apolitiques au sens noble.

Mais l'indépendance ne se saucissonne pas et ne se négocie pas : elle est ou elle n'est pas.

Vive le 1^{er} mai !

Vive l'indépendance et la liberté syndicale !

Vive la solidarité internationale !

Vive FORCE OUVRIERE !